

Emmanuel Macron président.

« Retrouver
notre esprit
de conquête
pour bâtir
une France
nouvelle » P.3

PROGRAMME

En Marche !

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE – 23 AVRIL ET 7 MAI 2017



Emmanuel Macron
en Guadeloupe
en décembre 2016

SOMMAIRE

Bien vivre de son travail et inventer de nouvelles protections	6	Une Europe protectrice et à la hauteur de nos espérances	20
Libérer le travail et l'esprit d'entreprise	8	Faire plus pour ceux qui ont moins	22
Inventer un nouveau modèle de croissance	10	Rendre la vie des Français plus facile	24
Les mêmes règles pour tous	12	Une démocratie renouée	26
Un État qui protège	14	Les territoires qui font notre France	28
Les mêmes chances pour tous nos enfants	16	Sérieux et responsabilité	30
Fiers d'être Français : exigence et bienveillance	18		

MON CONTRAT AVEC LA NATION

« RETROUVER NOTRE ESPRIT DE CONQUÊTE POUR BÂTIR UNE FRANCE NOUVELLE »

J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle car je veux redonner à chaque Française et chaque Français confiance en eux, confiance en la France et dans notre capacité collective à relever nos défis. Ce faisant, nous redonnerons à l'Europe et au reste du monde confiance en notre pays.

Depuis plus de trente ans, nous ne parvenons pas à régler le problème du chômage de masse ni celui de l'intégration.

Des transformations radicales nouvelles bouleversent nos vies et nos certitudes. La révolution numérique change nos manières de produire, de consommer et de vivre ensemble.

Le changement climatique nous oblige à repenser notre organisation et nos modes de vie. Le nouvel ordre mondial nous impose un terrorisme djihadiste qui a frappé notre pays ces dernières années, tandis que des puissances régionales autoritaires émergent et que notre allié américain semble réviser les bases de sa diplomatie.

Mais le repli sur nous-mêmes, le refus de voir le monde tel qu'il est ou la volonté de redresser la France malgré elle ne sont pas des solutions. Ils ignorent ses ressorts profonds et le sens de notre destin. Le projet que je vous propose, c'est de bâtir avec vous une France nouvelle, qui innove, recherche, crée et vit, une France de prospérité retrouvée et de progrès pour chacun. Qui redeviendra le fer de lance d'un projet européen qui lui ressemble. Une France qui libère, pour ne plus être bloquée par des règles devenues

obsolètes. Et en même temps une France qui répare les injustices de départ et protège chaque citoyen afin de le mettre en capacité de réussir sa vie.

Pour renouer avec l'esprit de conquête français, je veux passer avec vous un contrat de droits, de devoirs, et de responsabilités.

Si vous me faites confiance, je n'entends pas, en tant que président, intervenir sur tout et partout. Je sais aussi qu'il nous est impossible de tout prévoir et que des circonstances exceptionnelles pourront nous conduire à adapter nos priorités.

On trouvera dans les pages qui suivent le contenu de notre projet, celui qui sera mis en œuvre par le futur gouvernement. Mais je veux auprès de vous prendre des engagements clairs sur les chantiers essentiels pour l'avenir de notre pays. Ce sont ces mêmes engagements que je demanderai au gouvernement comme à l'ensemble des parlementaires qui constitueront la majorité présidentielle.

Le premier chantier sera celui de l'éducation et de la culture. C'est la condition de notre cohésion nationale. C'est pourquoi je veux remettre la transmission des savoirs fondamentaux, de notre culture et de nos valeurs au cœur du projet de notre école et de nos universités.

Le deuxième chantier sera celui de la société du travail. Dès le début du quinquennat, je demanderai au gouvernement de simplifier le droit, de réformer l'assurance chômage pour en faire un droit

universel avec des exigences nouvelles pour chacun.

Cela s'accompagnera d'un plan inédit pour la formation et la qualification de nos concitoyens les plus fragiles. Je veux par là créer des emplois, protéger efficacement chacun et améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le troisième chantier sera celui de la modernisation de notre économie, d'une stratégie d'investissements ambitieuse pour la France hexagonale et des Outre-mer. Je veux accélérer l'émergence d'un nouveau modèle de croissance réconciliant transition écologique, industrie du futur et agriculture de demain. Je veux recréer une mobilité économique et sociale par le numérique, la recherche et l'innovation, le travail et l'entrepreneuriat. La société que je veux sera à la fois libérée des carcans et des blocages, et protectrice des plus faibles (c'est pour cela que la transformation de notre système de santé et de notre politique du logement y aura aussi une place centrale).

« LA FRANCE EST UNE CHANCE. ET CHACUN DOIT POUVOIR Y TENIR SES PROMESSES. »

Le quatrième chantier que je vous propose consiste à renforcer la sécurité de la Nation. Notre sécurité à l'international s'inscrira dans une stratégie de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme islamiste. La sécurité intérieure passera par un investissement conséquent dans nos forces de l'ordre, leur réorganisation, mais aussi dans la vigilance que toute notre Nation doit retrouver. Assurer la sécurité, faire respecter sans concession notre laïcité, restaurer partout l'autorité de l'État et dans l'État, garantir l'indépendance de l'autorité judiciaire sont les conditions premières de la liberté de chacun.

Le cinquième chantier sera celui du nouveau démocratique. Le soupçon qui pèse aujourd'hui sur nombre de représentants, le manque d'efficacité et l'insuffisante responsabilité de nos dirigeants menacent notre démocratie. C'est pourquoi je veux moraliser et responsabiliser la vie publique, et renouveler la représentation nationale.

Enfin, sixième et dernier chantier, je m'engage au plan international à défendre les intérêts de notre pays. En relançant une Europe ambitieuse, qui investit et qui protège, et dont la vitalité démocratique et le goût pour l'avenir seront retrouvés. Et en assurant une nouvelle politique en Afrique où la paix et l'esprit d'entreprise construiront le siècle qui commence.

Les six chantiers de ce contrat permettront de construire une société de mobilité plutôt que de statuts, une Nation forte et conquérante.

Je veux que nous retrouvions ensemble la fierté d'être français. Car la France est une chance. Et chacun doit pouvoir y tenir ses promesses.

Je serai le garant du bon fonctionnement de nos institutions. Je définirai les responsabilités du gouvernement en particulier en matière de modernisation de l'action publique et de sérieux budgétaire. Je veillerai aussi à ce que l'énergie citoyenne, l'expérimentation, l'innovation, les initiatives émanant du terrain participent à la modernisation de notre pays. Une grande cause nationale sera mise au cœur de cet engagement: l'égalité entre les femmes et les hommes.

Je rendrai compte chaque année devant le Parlement de l'avancée de ce contrat avec vous. Il permettra de retrouver l'esprit de conquête dont nous avons besoin.

Emmanuel Macron

COMMENT CE PROGRAMME A-T-IL ÉTÉ CONSTRUIT ?

Depuis le premier jour, la raison d'être d'En Marche est de rassembler toutes les bonnes volontés autour d'une ambition positive pour notre pays. Peu importe qu'elles viennent de la gauche, de la droite, du centre, de l'écologie ou d'ailleurs: seule compte notre volonté partagée de progrès au service de l'intérêt général. Nous sommes aujourd'hui plus de 200 000 adhérents.

Ce programme a été construit avec plus de 30 000 Françaises et Français de tous milieux sociaux, de tous âges, dans tous les territoires de France, au cours de 3000 ateliers de nos comités locaux. Ils ont enrichi le travail de plus

de 500 experts qui ont donné de leur temps et de leur expérience.

Ce programme a un seul point de départ: la réalité. Tout ce que nous proposons procède de la Grande Marche, cette immense opération de porte-à-porte que nous avons menée l'été dernier et durant laquelle nous avons ausculté la France à travers les yeux de 100 000 de nos concitoyens.

Il a un objectif principal: qu'à la fin du prochain quinquennat, chacun maîtrise davantage son destin et que nous vivions tous mieux ensemble.

Bien vivre de son travail et inventer de nouvelles protections

Nous ne sommes pas condamnés à choisir entre le chômage de masse et la précarisation du travail.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons bien que, dans la vie, on n'a rien sans rien et que tout progrès, personnel ou collectif, dépend de cet effort qu'on appelle le travail. Nous savons que le travail, lorsqu'il est pratiqué dans de bonnes conditions et correctement payé, est le moteur de la progression sociale.

Nous savons aussi que le travail a toujours changé (les porteurs d'eau ou les conducteurs de calèche ont été remplacés par d'autres métiers), que de nouveaux besoins naissent du vieillissement de la population, de la transition écologique, de la transition numérique, et que de nouveaux métiers vont surgir. Dans ce monde nouveau, chacun doit trouver sa place. Et la France a toute la sienne, si elle sait tout à la fois libérer les initiatives et protéger les personnes.

✓ Nous améliorerons le pouvoir d'achat de tous les travailleurs.

Sans que cela ne revienne plus cher aux employeurs, nous réduirons les cotisations payées par les salariés, par les indépendants et par les fonctionnaires: près de **500 euros supplémentaires nets par an pour un salaire de 2200 euros nets par mois!**

✓ Nous augmenterons le pouvoir d'achat des ouvriers, des employés et des salariés les moins bien payés.

Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un **13^e mois de salaire, soit 100€ nets de plus chaque mois.**

✓ Nous rétablirons les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.

✓ Nous ouvrirons les droits à l'assurance-chômage aux salariés qui démissionnent.

Ce droit ne sera utilisable qu'une fois tous les cinq ans. En contrepartie, **l'insuffisance des efforts de recherche d'emploi ou le refus d'offres raisonnables entraîneront la suspension des allocations.**

✓ Nous engagerons un effort national de formation sans précédent.

Nous formerons 1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et aujourd'hui sans perspective.

✓ Nous serons aux côtés des agriculteurs pour qu'ils vivent de leur travail, plutôt que des aides publiques.

5 milliards d'euros de notre Plan d'investissement seront consacrés à la modernisation de leurs exploitations. Et **nous les aiderons à être payés au prix juste** en soutenant les organisations de producteurs dans leurs négociations avec les industriels. Nous nous battons pour faire évoluer dans ce sens le droit européen de la concurrence.

✓ Nous ferons un effort massif pour l'apprentissage.

Nous développerons les périodes de pré-apprentissage et les filières en alternance dans tous les lycées professionnels. Des licences professionnelles seront préparées sur trois ans et en alternance. Nous ferons converger les contrats existants et impliquerons pleinement les branches professionnelles dans la définition des programmes et l'organisation des formations.



Libérer le travail et l'esprit d'entreprise

Le problème qui est aujourd'hui au cœur des préoccupations des Français, c'est le chômage de masse que nous connaissons depuis tant d'années. Pour le surmonter, il faut changer d'approche.

Notre pays n'aime pas toujours la réussite: ceux qui réussissent suscitent une forme de jalousie ou de suspicion. Mais notre pays refuse aussi l'échec: que ce soit à l'école ou dans la vie professionnelle, ceux qui échouent sont souvent montrés du doigt et empêchés de tenter à nouveau leur chance.

Pourtant, nous avons besoin que nos concitoyens se lancent, tentent, prennent des initiatives, quitte à les aider à rebondir s'ils échouent. Et nous avons besoin que certains de nos concitoyens réussissent, créent de l'activité et des emplois, entraînant les autres avec eux.

C'est pourquoi nous voulons libérer le travail et l'esprit d'entreprise!

✓ Nous simplifierons la vie des entrepreneurs.

Nous réduirons leurs charges et **supprimerons le Régime Social des Indépendants (RSI)** qui ne fonctionne pas. Nous doublerons les plafonds pour pouvoir bénéficier du régime fiscal de la microentreprise. Nous mettrons fin à toute forme de concurrence déloyale en permettant chaque année à tous les artisans et commerçants d'opter ou non, selon leurs besoins, pour le régime fiscal de la microentreprise.

✓ Nous réduirons le coût du travail.

Nous aiderons les entreprises à embaucher en baissant les cotisations sociales employeurs de 6 points en remplacement du CICE, et jusqu'à 10 points au niveau du SMIC: les employeurs économiseront près de 1800 euros par an et par salarié au SMIC, 2200 euros par an pour un salarié payé 3000 euros bruts par mois.

✓ Nous combattons la précarité en responsabilisant les employeurs.

Nous créons un bonus-malus sur l'assurance-chômage. Les employeurs qui entretiennent la précarité en recourant exagérément aux contrats courts paieront plus de charges, ceux qui créent des emplois stables en paieront moins.

✓ Nous redéfinirons le dialogue social.

Les principes fondamentaux (durée légale du temps de travail, égalité professionnelle, salaire minimum...) resteront dans la loi. Mais, par exemple, les horaires effectifs ou l'organisation du travail seront négociés au plus près du terrain. Ils seront définis par accord majoritaire ou par référendum d'entreprise sur la base d'un accord.

✓ Nous permettrons à tous les travailleurs d'avoir droit à l'assurance-chômage.

Les artisans, les commerçants indépendants, les entrepreneurs, les professions libérales, et les agriculteurs disposeront, comme les salariés, de cette protection.

✓ Nous créerons sur Internet un nouveau service d'explication de la réglementation pour les entreprises.

Un site Internet unique donnera à chaque TPE ou PME les obligations légales et conventionnelles qu'elle doit respecter en fonction de sa situation. Les réponses fournies en ligne seront valables face à l'administration.

Inventer un nouveau modèle de croissance

Changer le travail et l'entreprise ne suffit pas. L'essentiel est de changer notre rapport à l'écologie et à l'environnement. Des progrès ont déjà été faits, notamment en agriculture.

Mais regardons les choses en face: les dégâts que nous faisons collectivement au climat et à la biodiversité sont pour beaucoup irréversibles.

Les conséquences sur notre santé sont connues: des dizaines de milliers de morts par an rien qu'en France, des cancers de plus en plus nombreux et de plus en plus précoces...

Ce n'est pas qu'une question d'énergie, même si le réchauffement

climatique est la menace la plus pressante. C'est aussi une question qui est posée à chacun d'entre nous. C'est une question sur notre modèle de développement et de production qui nous est posée à tous. Et qui peut créer des emplois!

Surtout, c'est une question d'approche et de volonté: nous avons toutes les ressources pour changer ce qui doit l'être, et ne plus continuer comme avant, pour surmonter le poids des lobbies.

Alors nous allons faire autrement. Car nous croyons que nous pouvons redevenir maîtres de notre destin!

✓ Nous lancerons un grand Plan d'investissement de 50 milliards d'euros.

Ce plan sur 5 ans sera mis au service des qualifications de tous les citoyens, de la transition écologique, de la révolution numérique, de la modernisation des services publics et de la rénovation urbaine.

✓ Nous soutiendrons l'investissement privé.

Nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% pour rejoindre la moyenne européenne. Nous transformerons le CICE en allègements de charges pérennes, et l'ISF en « Impôt sur la Fortune Immobilière » sans accroître la fiscalité actuelle sur l'immobilier et les droits de succession, et sans taxer ce qui finance les entreprises et l'emploi. Nous créerons un prélèvement unique sur les revenus du capital, de l'ordre de 30%.

✓ Nous créerons un Fonds pour l'industrie et l'innovation.

Doté de 10 milliards d'euros issus des actions d'entreprises possédées de manière minoritaire par l'État, il servira à financer l'industrie du futur.

✓ Nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides.

Ils sont l'une des principales causes de l'augmentation des cancers des enfants depuis 20 ans.

✓ Nous rénovons 1 million de logements mal isolés d'ici 2022, et en priorité ceux des propriétaires les plus modestes.

✓ Nous ferons de la France le leader mondial de la recherche sur la transition environnementale.

Les spécialistes étrangers bénéficieront de formalités d'accueil accélérées.

✓ D'ici 2022, 50% des produits proposés par les cantines scolaires et les restaurants d'entreprise devront être bio, écologiques ou issus de circuits courts.

✓ Nous diviserons par deux le nombre de jours de pollution atmosphérique.

Nous remplacerons les vieux véhicules polluants en créant une prime de 1000 euros pour acheter un véhicule neuf ou d'occasion moins polluant.

✓ Nous créerons une banque de données numériques.

Les administrations chargées d'autoriser des activités (l'ouverture d'un hôtel, ou l'obtention d'une licence de chauffeur privé, ...) devront mettre à disposition leurs données. Face aux géants étrangers, des nouvelles start-ups pourront ainsi s'adresser par exemple à tous les hôteliers pour leur offrir de nouveaux services.

Les mêmes règles pour tous



En France, la République est née de l'abolition des privilèges. Et pourtant, ils sont encore nombreux !

Notre pays se veut la patrie de l'égalité. Mais le favoritisme fausse souvent les choses.

Les privilèges bloquent notre société. La reconnaissance n'est pas toujours au rendez-vous pour ceux qui font des efforts.

Cela doit changer. Nous voulons une société où tous ont les mêmes droits, tous ont les mêmes devoirs et tous sont soumis aux mêmes règles.

Nous voulons en finir avec les passe-droits, les arrangements, la fraude, la corruption.

Et nous? **En Marche!**

Ce changement, En Marche n'attend pas une nouvelle loi pour l'incarner dans le champ politique. Aucun de nos candidats à des élections – locales, nationales et européennes – n'aura de casier judiciaire. Nos futurs élus auront l'interdiction absolue d'embaucher des membres de leur famille dans leur équipe.

✓ Nous mettrons fin aux injustices de notre système de retraites.

Un système universel avec des règles communes de calcul des pensions sera progressivement mis en place. Le fait de changer d'activité ou de secteur sera sans effet sur les droits à la retraite. Avec un principe d'égalité: pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous!

✓ Nous ne toucherons pas à l'âge de départ à la retraite, ni au niveau des pensions.

✓ Nous publierons les noms des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nous testerons au hasard, et massivement, les entreprises pour vérifier qu'elles respectent bien la loi en la matière.

✓ Nous alourdirons les sanctions contre la fraude fiscale.

✓ La lutte contre la fraude aux prestations sociales sera amplifiée.

Une fraude grave entraînera désormais, en plus du remboursement, la suspension de la prestation.

✓ Nous imposerons les grands groupes de l'Internet sur leur chiffre d'affaires réalisé sur notre sol.

Pour cela, la lutte contre l'optimisation fiscale sera une priorité de notre action européenne.

✓ Nous ferons la transparence sur l'attribution des logements sociaux.

Au lieu de procédures parfois opaques, nous mettrons en place un système de points, fondé sur des critères objectifs (taille de la famille, niveau des ressources, lieu de recherche). Il permettra à chacun de connaître ses chances d'obtention d'un logement et le délai d'attente prévisible.

✓ Nous nous battons contre les abus liés au travail détaché.

Nous devons limiter à un an la durée autorisée de séjour d'un travailleur détaché dans notre pays et redéfinir au niveau européen les règles du détachement pour mettre fin à toutes les formes de concurrence sociale déloyale.

Un État qui protège

Vivre dans la peur, c'est vivre sans être libre.

La peur, c'est désormais celle que nous pouvons éprouver au moment de nous rendre dans une gare, à la terrasse d'un café, à un rassemblement qui pourrait être une cible pour des terroristes.

La peur, c'est aussi une forme d'angoisse quotidienne: la crainte de laisser son logement inoccupé pendant qu'on part au travail ou en vacances, de croiser le mauvais regard ou de s'asseoir à la mauvaise place dans les transports. Surtout quand on est une femme.

La puissance de l'État doit être mise au service de la protection de tous les Français, partout sur le territoire. Et pour cela, ce sera tolérance zéro lorsqu'il s'agit de sécurité.

Car la sécurité est la première de nos libertés.



✓ Nous recruterons 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires.

Ils renforceront notamment notre dispositif de renseignement contre le terrorisme.

✓ Nous créerons une police de sécurité quotidienne.

Au plus près des Français, elle développera une connaissance approfondie des lieux et des habitants qu'elle sera chargée de protéger et d'entendre.

✓ Nous donnerons aux policiers et aux gendarmes un nouveau pouvoir: sous le contrôle du juge, ils pourront interdire à une personne délinquante de fréquenter le quartier où elle a commis ses délits.

✓ Nous ne tolérerons plus les incivilités.

Le harcèlement des femmes, les insultes, la dégradation du mobilier urbain, les crachats... Ces incivilités seront punies d'amendes immédiates et dissuasives.

✓ Toute peine prononcée sera exécutée.

✓ Nous construirons 15 000 nouvelles places de prison.

✓ Nous confirmerons la cybersécurité et la cybersécurité comme priorités de notre sécurité nationale.

✓ Nous augmenterons les moyens de nos armées.

Nous mobiliserons 2% du PIB qui serviront à renouveler les avions ravitailleurs, à moderniser les blindés de l'armée de terre, ainsi que la flotte de surface de notre marine nationale.

✓ Nous créerons un état-major permanent des opérations de sécurité intérieure, de renseignement et de lutte contre le terrorisme.

Directement rattaché au président de la République, il associera les services et états-majors des ministères de l'Intérieur et de la Défense, avec la participation des ministères des transports, de la santé et de l'industrie.

✓ Nous agirons avec nos partenaires européens pour créer une force de 5000 garde-frontières européens.

Ils seront chargés de surveiller et protéger les frontières extérieures de l'Union européenne.



Les mêmes chances pour tous nos enfants

La France a été faite par tous ceux qui, génération après génération, ont porté notre pays à chaque fois un peu plus loin.

L'éducation a été le moteur de cette progression, et les enseignants en ont été les artisans. C'est grâce à eux que la France fait partie des premières puissances du monde, alors qu'elle représente moins de 1% de la population mondiale.

Depuis que nos performances scolaires diminuent, notre pays éprouve des difficultés: ce n'est pas un hasard. Notre cohésion nationale en dépend.

Ce n'est pas qu'une question de connaissances: c'est une question de justice. Car la mission de notre République, c'est de remettre tous ses membres sur la même ligne de départ à chaque étape importante de leur vie. Bien sûr, il y en a toujours qui courent vite et d'autres qui trébucheront. Ou ne pourront tout simplement pas se lancer dans la course. Ou choisiront une trajectoire différente. Mais si l'on connaît à l'avance l'ordre d'arrivée, alors à quoi bon essayer de courir?

✓ Nous donnerons la priorité à l'école primaire

pour que tous les élèves sachent lire, écrire et compter en arrivant en 6^e.

✓ Nous interdirons l'usage des téléphones portables dans l'enceinte des écoles primaires et des collèges.

✓ Nous donnerons plus d'autonomie aux équipes éducatives. Elles seront suivies et évaluées. La formation des enseignants sera adaptée à ce nouveau cadre.

✓ Nous limiterons à 12 élèves par enseignant la taille des 12 000 classes de CP et de CE1 en zone prioritaire.

Ces enseignants recevront une prime annuelle de 3000 euros nets. Et ils seront plus expérimentés: d'ici 2022, ceux affectés en zones prioritaires auront au moins 3 ans d'ancienneté.

✓ Nous rendrons possible le rétablissement de parcours bi-langues au collège, de parcours européens et d'un véritable enseignement du grec et du latin.

✓ Nous proposerons à tous un accompagnement après la classe.

Au collège, nous rétablirons les études dirigées après la classe grâce à des bénévoles (étudiants et retraités).

✓ Nous moderniserons le baccalauréat.

Il y aura désormais 4 matières obligatoires à l'examen final. Les autres seront validées par un contrôle continu.

✓ Nous renforcerons l'autonomie des universités.

Elles pourront recruter leurs enseignants et définir leurs formations. Nous ouvrirons 80 000 places dans les filières professionnalisantes.

✓ Nous demanderons à chaque lycée professionnel et université de publier ses résultats (débouchés, salaires, etc.) sur les 3 dernières années.

✓ Nous construirons 80 000 logements pour les jeunes.

✓ Nous ouvrirons les bibliothèques en soirée et le week-end.

✓ Nous créerons un « Pass Culture ». Il permettra à chaque Français de 18 ans d'effectuer 500 euros de dépenses culturelles (cinéma, théâtre, livres...). Nous ne retirerons pas un euro au budget du ministère de la Culture.



Fiers d'être Français : exigence et bienveillance

Nous avons laissé se fragiliser ce qui fait de nous une Nation, comme si nous pouvions accepter que les fractures qui divisent notre pays s'élargissent sans cesse, et notamment les discriminations.

Nous avons tous en partage notre langue, notre premier trésor commun, à la fois notre socle et notre phare : ce qui nous a fait et ce qui nous distingue, nourri aussi par la vitalité de nombreuses et belles langues régionales.

Il faut aller plus loin. Renouer avec le patriotisme sans renoncer à nos histoires multiples et à notre projet européen. Car redonner à la France son éclat, c'est redonner confiance aux Français. D'où qu'ils viennent. Où qu'ils habitent. Quels qu'ils soient. Et leur faire confiance, c'est leur redonner le pouvoir de faire, d'agir, de réaliser.

Nous voulons être une Nation exigeante et bienveillante.

PRÉSERVER LE CADRE DE LA LAÏCITÉ

- ✓ **Nous appliquerons strictement le principe de laïcité.** Nous organiserons pour les ministres du culte une formation universitaire à la laïcité, aux valeurs de la République et à la langue française. Nous développerons la connaissance des différentes religions à l'école en prévoyant un enseignement spécifique sur le fait religieux.
- ✓ **Nous n'étendrons pas l'interdiction du voile à l'université.**
- ✓ **Nous démantèlerons les associations qui, sous couvert de religion, s'attaquent à la République.** Nous fermerons définitivement les lieux de culte dans lesquels certaines prêchent l'apologie du terrorisme.

REFONDER LE LIEN AVEC LA NATION

- ✓ **Nous ferons de la maîtrise de la langue française le principal critère de l'obtention de la nationalité française.** Nous renforcerons l'apprentissage de notre langue pour les candidats à la naturalisation. Quelle meilleure preuve de la volonté de quelqu'un de s'intégrer et de devenir français ?
- ✓ **Nous examinerons les demandes d'asile en moins de 6 mois, recours compris.** C'est nécessaire pour accueillir dignement les réfugiés qui ont droit à la protection de la France. Les autres seront reconduits sans délai vers leur pays afin qu'ils ne deviennent pas des immigrés clandestins.

ACCÉLÉRER L'INTÉGRATION

- ✓ **Nous créerons des emplois francs pour encourager l'embauche des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.** Quel que soit le lieu où elle se situe, une entreprise qui recrutera en CDI un habitant de l'un de ces quartiers bénéficiera d'une prime de 15 000 euros sur 3 ans : c'est comme si elle ne payait plus de charges !
- ✓ **Nous ferons de la lutte contre la discrimination une priorité nationale.** Nous développerons des opérations de contrôle aléatoires et imprévues à grande échelle, en matière d'accès à l'emploi ou au logement. **Les partenaires sociaux seront également mobilisés.**

Une Europe protectrice et à la hauteur de nos espérances

Que de lâcheté et d'hypocrisie, quand on entend parler d'Europe!

Certains l'accusent de tous les maux, oubliant qu'ils ont eux-mêmes négocié et signé les traités et tous les textes qui en découlent. D'autres prétendent rendre la France plus libre en sortant de l'Europe. Comme si nous avions plus de chances de peser seuls face à la Chine, à la Russie, aux États-Unis (mais aussi face à Google, Apple, Facebook et tous les géants du numérique) plutôt que rassemblés avec 500 millions d'Européens...

Tous affaiblissent l'image de la France auprès de nos partenaires en prétendant vouloir « renverser la table ». Un grand pays s'honore de tenir sa parole.

Ce n'est pas la table qu'il faut renverser, c'est le cours de l'Europe.

Nous devons faire chez nous ce que tous nos partenaires ont fait chez eux : remettre notre économie en mouvement et, dans l'intérêt de nos enfants, mieux gérer nos finances publiques. Mais l'Europe aussi doit changer : elle ne doit pas avoir pour mission de gérer une bureaucratie, mais de protéger notre présent et de préparer notre avenir. Elle doit donc nous protéger dès aujourd'hui, et investir pour demain !

✓ Nous construirons une Europe qui développe nos emplois et notre économie.

Pour pouvoir investir beaucoup plus qu'aujourd'hui, nous voulons un budget de la zone euro voté par un Parlement de la zone euro et exécuté par un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro.

✓ Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre États et entreprises multinationales.

Ils faussent la concurrence en Europe, comme celui entre Apple et l'Irlande qui a été sanctionné. La France se montrera exemplaire en ce domaine.

✓ Nous réserverons l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un *Buy European Act*.

✓ Nous généraliserons Erasmus et l'étendrons aux apprentis. 200 000 étudiants et apprentis français partiront chaque année dans un pays de l'Union européenne.

✓ Nous construirons une Europe qui nous protège.

Nous proposerons avec l'Allemagne une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (comme les drones européens) et un Quartier Général européen permanent.

✓ Nous construirons une Europe qui protège nos industries stratégiques. Nous voulons un mécanisme de contrôle des investissements étrangers en Europe afin de préserver nos secteurs stratégiques.

✓ Dans la discussion du Brexit, nous défendrons l'intégrité du marché unique européen. Toutes les entreprises qui y accèdent doivent être soumises aux mêmes disciplines.

✓ Nous créerons un marché unique du numérique en Europe. Un fonds de capital-risque permettra de financer le développement des start-ups européennes.

✓ Nous créerons un marché unique de l'énergie en Europe. Nous fixerons un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union.

✓ Nous donnerons la parole au peuple.

Nous proposerons des conventions citoyennes dans toute l'Europe dès la fin de l'année 2017 pour redonner un sens au projet européen. Ces conventions aboutiront à un projet qui sera ensuite adopté par tous les pays qui le souhaitent. Aucun État membre n'aura le pouvoir de bloquer cette nouvelle étape.

Faire plus pour ceux qui ont moins

Le plus insupportable, en France, c'est que plus on part du bas de l'échelle sociale, plus les obstacles s'accumulent: en matière d'éducation, de santé, de logement, d'accès à l'emploi, au crédit, ou aux vacances... Et à l'inverse, plus on est haut dans la société, plus les barrières se lèvent d'elles-mêmes.

L'égalité ne consiste donc pas à faire pareil pour tout le monde: sinon on ne corrige pas toutes ces injustices!

La vraie égalité consiste plutôt à faire plus pour ceux qui ont moins: les mères célibataires, les habitants des territoires abandonnés, les jeunes décrocheurs qui ont cessé d'aller à l'école, les seniors victimes d'un chômage de longue durée, et surtout les 9 millions de Français pauvres.

Il faut donc concentrer nos efforts là où ils sont les plus indispensables.

PLUS POUR NOS AÎNÉS ET LES PERSONNES MODESTES

✓ **Nous augmenterons le minimum vieillesse de 100 euros par mois.**

✓ **Nous créerons un versement social unique.**

Toutes les allocations sociales (APL, RSA...) seront versées le même jour du mois, un trimestre maximum après la constatation des revenus (contre jusqu'à 2 ans aujourd'hui).

✓ **Nous créerons un « accélérateur » d'associations.**

Elles font un travail formidable, mais il est difficile pour elles de toucher tous leurs publics. Cette nouvelle structure sera chargée de déployer sur l'ensemble du territoire et en moins de 5 ans les associations les plus utiles à notre société.

PLUS POUR LA SANTÉ

✓ **Nous mettrons en place la prise en charge à 100% des lunettes et des prothèses auditives et dentaires d'ici 2022,** en lien avec les mutuelles et l'ensemble des professionnels de santé.

✓ **Nous consacrerons 5 milliards d'euros de notre Plan d'investissement à la santé,** notamment à la transformation de notre médecine de ville et de nos hôpitaux.

✓ **Nous créerons un service sanitaire.** 40 000 étudiants en santé consacreront 3 mois à des actions de prévention dans les écoles et les entreprises.

✓ **Nous renforcerons le droit à l'oubli pour les personnes ayant été malades.** Au moment de souscrire un emprunt ou un contrat d'assurance, les malades de cancers et de l'hépatite C n'auront plus à le mentionner dès 5 ans après leur rémission (contre 10 ans aujourd'hui). Nous l'étendrons aussi à de nouvelles maladies.

✓ **Nous doublerons le nombre de maisons de santé.**

Pour lutter contre les déserts médicaux, ces maisons regrouperont des médecins, des infirmières, des orthophonistes, des kinésithérapeutes, des professionnels du sport...

PLUS POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

✓ **Nous donnerons accès à un(e) auxiliaire de vie scolaire à tous les enfants qui en ont besoin pour avoir une scolarité comme les autres.** Ces AVS auront un emploi stable et un salaire décent.

✓ **Nous augmenterons de 100 euros par mois l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).**



Rendre la vie des Français plus facile

Des décennies d'accumulation de normes et de règlements ont rendu la vie de chacune et chacun plus compliquée au jour le jour. Que de temps perdu en démarches administratives, en renouvellement de papiers, ou à cause de la lenteur de nos procédures de justice !

Pour les entrepreneurs, c'est la même chose. Certains passent plus de temps à lutter contre les contraintes administratives qu'à développer leur entreprise. Les élus locaux aussi se heurtent à des normes qui évoluent tout le temps et qui coûtent de plus en plus cher.

La justification de cette énorme accumulation de règles et d'obligations ne peut pas être seulement qu'elles ont toujours été là...

De nouveaux outils, par exemple numériques, existent déjà ou apparaissent chaque année pour rendre les choses plus faciles.

C'est donc une révolution culturelle qu'il faut mener, notamment dans nos administrations.

✓ Nous créerons un droit à l'erreur pour tous.

Le cœur de la mission de l'administration ne sera plus la sanction mais le conseil et l'accompagnement, sauf en matière pénale, ou lorsque la sécurité est engagée. Par exemple, aujourd'hui, un employeur qui oublie de déclarer à l'URSSAF la prime de Noël qu'il verse à ses salariés est condamné à une amende. Il pourra demain faire valoir son droit à l'erreur. Aujourd'hui, des grands-parents qui hébergent leur petite-fille parce qu'elle vient de trouver un emploi près de chez eux doivent la déclarer à la CAF sous peine de perdre une partie de leurs allocations logement et de payer des pénalités. Ils pourront demain faire valoir leur droit à l'erreur et ne plus payer de pénalités.

✓ Nous passerons à la vitesse supérieure en ce qui concerne la numérisation de l'administration.

Tous les renouvellements de documents officiels (carte d'identité, passeport, carte grise, etc.) devront pouvoir se faire en ligne, sans nécessité de se déplacer. Les horaires d'ouverture des services publics seront par ailleurs élargis aux soirées et au samedi pour s'adapter aux nouveaux modes de vie des Français.

✓ Nous donnerons aux préfets la capacité d'adapter l'organisation des services de l'État aux besoins de chaque région et département.

✓ Nous ne rajouterons aucune norme nationale aux normes européennes dans les secteurs agricole, maritime et de la pêche.

✓ Tous les services publics accueillant du public (hôpital, école, tribunal, CAF, etc.) seront tenus d'afficher leurs résultats en termes de qualité de service (ex: temps d'attente, taux de satisfaction, etc.)

✓ Nous établirons dans chaque département un tribunal de première instance qui sera le guichet unique permettant un accès facilité au juge.

Nous ne fermerons aucun site.

✓ Nous raccourcirons les délais de jugement pour les litiges inférieurs à 4000 euros. La procédure les concernant sera entièrement dématérialisée et la décision sera rendue en ligne.

Une démocratie rénovée

Année après année, le regard que nous portons sur notre classe politique se dégrade sans que rien ne change vraiment.

Il est faux de prétendre que rien n'a été fait pour tenter de retisser un lien de confiance entre la Nation et ses représentants. Mais ce n'est pas assez. Des pratiques que l'on pensait impossibles, parce qu'elles sont à l'évidence inacceptables, sont en réalité répandues—comme l'embauche par les élus de membres de leur propre famille. Le soupçon s'est installé, qui nourrit les extrêmes et affaiblit notre vie politique.

Il faut donc aller plus loin dans la transparence et l'exigence.

Mais il faut aussi avoir le courage d'aller plus loin vers la confiance et la proximité. Nos représentants nous ressemblent trop peu... La France est en effet peuplée pour une bonne moitié de femmes, pour un bon quart de jeunes, pour un bon cinquième de Français d'origine étrangère plus ou moins lointaine... Or ces visages, cette diversité, ces parcours différents, nous ne les retrouvons pas assez sur les bancs du Parlement!

✓ **Nous proposerons une grande loi de moralisation de la vie publique.** Elle comprendra :

- **L'interdiction pour les parlementaires d'exercer des activités de conseil parallèlement à leur mandat, pour mettre fin aux conflits d'intérêt.** Toutes leurs indemnités seront soumises à l'impôt.
- **L'interdiction de toute embauche par un élu ou un ministre d'un membre de sa famille.**
- **L'interdiction du cumul de plus de trois mandats identiques successifs.**
- **L'interdiction pour tous les détenteurs d'un casier judiciaire (niveau B2) de se présenter à une élection.**
- **La suppression du régime spécial des retraites des parlementaires.** Ils seront rattachés au régime général.
- **La présentation, par le président de la République, de son bilan national et européen une fois par an devant le Congrès.**

✓ **Nous améliorerons le renouvellement et le pluralisme de notre vie politique.**

- **Nous réduirons d'environ un tiers le nombre de députés et de sénateurs.** Ils disposeront de moyens supplémentaires pour faire leur travail.
- **Nous obligerons les formations politiques à respecter la parité dans la présentation de leurs candidats.** Et nous diminuerons le financement public des formations politiques qui auront une représentation déséquilibrée en termes de parité.
- **Nous ferons de la procédure d'urgence la procédure par défaut d'examen des textes législatifs afin d'accélérer le travail parlementaire.**
- **Nous entamerons une rénovation du fonctionnement parlementaire** en limitant le nombre de mois pendant lesquels le Parlement légifère et en réservant plus de temps à l'évaluation et au contrôle de l'action du gouvernement, en s'appuyant sur les travaux de la Cour des comptes.

✓ **Nous développerons la participation des citoyens.**

- **Nous demanderons aux parlementaires de mettre en place des dispositifs innovants d'évaluation du travail parlementaire et législatif** (jurys citoyens, compte-rendus de mandat via les réseaux sociaux...).
- **Nous encouragerons les communes à développer les budgets participatifs,** c'est-à-dire à consulter directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public.

Les territoires qui font notre France

Beaucoup de nos territoires se sentent progressivement délaissés, voire abandonnés.

À côté de la France des métropoles, où beaucoup réussissent, il y a des quartiers et des banlieues populaires où tout est plus dur et plus compliqué, même s'ils ne sont qu'à quelques kilomètres de distance.

De nombreux Français se sont installés un peu plus loin, pour chercher un logement un peu moins cher ou un peu plus spacieux, mais ils doivent affronter des distances toujours plus grandes pour trouver un emploi, mettre leurs enfants à l'école, se faire soigner ou accéder à des loisirs de qualité.

Il y a la France de la ruralité. Elle est dépositaire d'une part de notre identité. Et nous n'avons pas le droit de laisser mourir certains territoires comme beaucoup de nos paysans en ont parfois le sentiment.

Il y a la France des Outre-mer. Grâce à elle, nous sommes présents à travers le monde. Mais trop souvent, nous ne la considérons pas à sa juste valeur.

Nous sommes fiers de tous ces territoires. À égalité. Car tous ont des atouts pour réussir. Ensemble.

✓ Nous exonérerons de la taxe d'habitation tous les Français des classes moyennes et populaires (soit 80% des ménages).

C'est un impôt injuste: on paye souvent beaucoup plus quand on vit dans une commune populaire que dans une commune riche. Dès 2020, 4 Français sur 5 ne paieront plus la taxe d'habitation, et l'État remboursera entièrement auprès des communes leur manque à gagner, à l'euro près, en préservant leur autonomie fiscale.

✓ Nous couvrirons en très haut débit ou en fibre l'ensemble du territoire.

Ce sera fait d'ici la fin du prochain quinquennat, pour ne laisser aucun territoire à la traîne de la transition numérique. Les opérateurs téléphoniques doubleront la couverture mobile en zone rurale pour réduire les zones sans réseau, et l'État prendra ses responsabilités partout où cela est nécessaire.

✓ Nous réduirons le millefeuille administratif.

Nous supprimerons au moins un quart des départements, là où ils peuvent être rapprochés de l'une de nos grandes métropoles.

✓ Nous accélérerons la construction de logements là où c'est nécessaire.

Nous mettrons en place des procédures accélérées dans les zones où le logement coûte trop cher. Cela permettra de construire plus vite des logements et de faire baisser les prix de l'immobilier.

✓ Nous réformerons radicalement notre politique des transports.

Car l'enjeu n'est plus de construire partout des autoroutes, des aéroports et des lignes de TGV. C'est, grâce à notre Plan d'investissement, de moderniser les réseaux existants et de développer de nouveaux services pour que tous les territoires soient raccordés efficacement aux lieux de travail, d'éducation, de culture ou de soins.

✓ Nous lancerons un Plan de Transition Agricole de 5 milliards d'euros.

Il soutiendra tous les projets de montée en gamme des exploitations, d'adaptation aux normes environnementales et de bien-être animal.

✓ Nous développerons la continuité territoriale au profit des Outre-mer.

D'ici la fin du quinquennat, nous proposerons chaque année aux ultra-marins au moins 200 000 billets d'avion à prix aidé en particulier pour les étudiants et les entrepreneurs pour leur mobilité entre les Outre-mer et l'Hexagone, et dans leur environnement régional. Nous installerons en Outre-mer l'Agence Française pour la biodiversité. Nous permettrons aux collectivités d'Outre-mer de modifier la réglementation de droit commun pour l'adapter à leur situation particulière.

SÉRIEUX ET RESPONSABILITÉ

Nous savons tous que l'État est lourdement endetté.

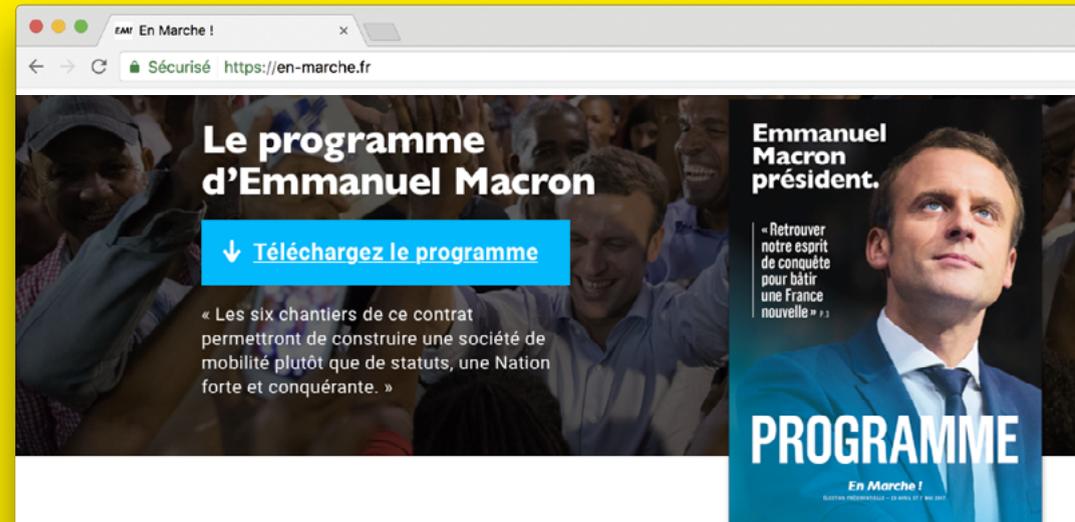
Il n'y a pas de politique qui vaille sans responsabilité budgétaire. C'est pour cela qu'il faut **RÉDUIRE NOS DÉFICITS**. La France s'y est engagée mais c'est surtout un devoir à l'égard des générations futures. La première exigence, c'est de respecter cet engagement envers les Français. Nous effectuerons donc 60 milliards d'économies, en responsabilisant les ministres sur leurs objectifs de réduction des dépenses.

La deuxième exigence, c'est de **FAIRE DES CHOIX**: cibler un petit nombre de dépenses prioritaires (l'éducation, la défense, la sécurité et la justice) et sélectionner les baisses de prélèvements qui créeront de l'activité économique et de l'emploi. Nos baisses d'impôts seront réparties de manière juste entre les ménages et les entreprises, et seront financées par nos économies. Nous mettrons fin à l'instabilité fiscale. Une loi d'orientation votée en 2017 fixera pour 5 ans l'évolution de la fiscalité sur le quinquennat. Nous ne réformerons pas plusieurs fois un même impôt dans le quinquennat.

La troisième exigence, c'est de **RENOUER AVEC L'EXCELLENCE DE NOS SERVICES PUBLICS**. Nous sommes attachés à notre hôpital, à notre école. Nous voulons qu'ils redeviennent les meilleurs, pour que nos agents publics soient respectés à leur juste valeur. Nous voulons un État agile, concentré sur les priorités du pays, qui s'adapte à nos besoins et à nos modes de vie. Efficacité, simplicité, adaptabilité: c'est aussi comme cela que nous ferons des économies.

La quatrième exigence, c'est d'**INVESTIR POUR TRANSFORMER**. À l'heure du numérique, de la transition écologique, de la révolution des compétences, c'est la condition pour dépenser moins et mieux demain: former les chômeurs plutôt qu'attendre que l'économie aille mieux; isoler les bâtiments plutôt que de trop dépenser en chauffage; et moderniser l'agriculture plutôt que de payer des aides d'urgence. Nous en tirerons rapidement les fruits.

Découvrez toutes
les propositions
d'Emmanuel Macron
sur **en-marche.fr**



Ce programme a été construit avec plus de 30 000 Françaises et Français de tous milieux sociaux, de tous âges, dans tous les territoires de France, au cours de 3000 ateliers de nos comités locaux. Ils ont enrichi le travail de plus de 500 experts qui ont donné de leur temps et de leur expérience.

- [La conférence de presse d'Emmanuel Macron](#)
- [Comment Emmanuel Macron a-t-il construit le programme ?](#)

Nos propositions en détails :

Action publique

Agriculture

Compétitivité

En Marche !

    @EmmanuelMacron @EnMarcheFr

**1^{er} tour de l'élection
présidentielle:**
dimanche 23 avril 2017
→ Faites une procuration:
en-marche.fr/procuration

Vous pouvez aussi nous écrire à :
En Marche, BP 80049, 94801 Villejuif

Déjà 200 000 adhérents.
À vous de marcher!

